Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Vers un monde multipolaire ?

Un pas de plus vers le confinement de l'empire militaire et économique des USA

Par Prof. Jules Dufour
Mondialisation.ca, 10 juillet 2017

Thème: Économie, Environnement, Militarisation

La décision du Président des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris sur le climat a provoqué une commotion voire un puissant tsunami dans l'ensemble de la Planète (figure 1). Cette décision dite « courageuse » a été prise, selon les responsables de l'environnement des États-Unis, dans le but d'assurer en premier lieu le bien-être des étatsuniens. Elle a, en effet, semé la stupeur quand on sait que ce pays est l'un des plus grands pollueurs de la planète et même si l'on a appris que la gouvernance de l'intérieur et de nombreuses organisations régionales pour la défense de l'environnement se sont immédiatement mobilisées pour appliquer les mesures de la COP21 tout en dégageant les ressources financières nécessaires.

De leur côté, les plus grandes multinationales américaines telles que Dow Chemical et General Electric ont exprimé leurs inquiétudes de voir que ce retrait allait causer des répercussions sur leurs investissements. Pour elles il s'agit d'un risque purement financier. Cependant, cette position a été corroborée par la Chambre de commerce des États-Unis citée par François Desjardins du Journal Le Devoir.

> Selon elle, l'Accord « pourrait coûter 3000 milliards à l'économie américaine », causer la perte de 6,5 millions d'emplois d'ici 2040 et réduire de 7000$ le revenu des ménages. Les entreprises craignent également que les énergies renouvelables et les énergies fossiles dites propres telles que le gaz naturel prendront de l'expansion au cours des prochaines décennies et que, dans ce contexte, les compagnies américaines pourront alors devenir moins compétitives ».

La « sainte » unanimité recherchée dans l'ambiance capitaliste, unanimité sans cesse renouvelée lors des Sommets G7, OTAN et Davos, a été atteinte en plein cœur par cette décision du président américain. L'édifice a été apparemment ébranlé et les appels pour en minimiser l'impact n'ont pas cessé de surgir dans la sphère des capitalismes à Londres, à Bruxelles, à Paris ou à Rome qui ont immédiatement renouveler leur engagement envers l'Accord de Paris.

Figure 1. Le 1er juin 2017, le président américain Donald Trump annonce le retrait de Washington de l'Accord de Paris, signé par 195 pays en décembre 2015 sous l'égide de l'ONU.



Source : Photo Joshua Roberts, Reuters

http://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201706/03/01-5104157-changements-climatiques-trump-y-croit-selon-son-ambassadrice-a-lonu.php

Cette décision du Président des USA semble logique quand on considère les orientations des nombreux décrets et projets de lois formulés jusqu'à maintenant par son Administration. Les critiques se sont multipliées qualifiant cette décision comme étant un pas en arrière considérable.

Isolationnisme ou protectionnisme? Perception apparente d'un apartheid entre les États-Unis d'Amérique et le reste du monde? Plutôt un impérialisme avec un visage renouvelé par rapport à l'Administration Obama: L'Amérique d'Abord. MAKE AMERICA GREAT AGAIN! Une Amérique plus puissante et préparée pour un affrontement avec le reste du monde ou pour développer une logique de renouvellement d'un leadership mondial exercé dans tous les domaines de l'activité économique (figures 2 et 3).

Dans ce contexte, il importe de nous demander si les autres blocs géopolitiques qui se sont dessinés depuis le début du siècle risquent de prendre un regain de vie : L'ALBA, l'Union européenne et le BRISC. Le reste se situant dans l'une ou l'autre des zones d'influence de ces entités.

Figure 2. « Rendons sa grandeur à l'Amérique » », sur un badge pour la campagne présidentielle de 1980 de Ronald Reagan.



Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Make_America_Great_Again#Utilisation_du_slogan_par_Ronald_Reagan

Figure 3. Version du slogan utilisé par Donald Trump pour les primaires du Parti républicain et l'élection présidentielle de 2016.



Photo par Gage Skidmore — https://www.flickr.com/photos/gageskidmore/25858555481/, CC BY-SA 2.0, https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=51823338

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Make_America_Great_Again#Utilisation_du_slogan_par_Ronald_Reagan

Est-ce que ce repli des États-Unis sera propre à créer plus de cohésion dans ce qui est convenu d'appeler le BRICS? Est-ce que les efforts consentis depuis le début du siècle dans le processus de confinement des États-Unis donneront des résultats probants? Est-ce que le rapprochement des attitudes et des Déclarations des chefs d'État condamnant la décision du Président Trump seront propres à générer un front commun contre les assauts perpétrés par l'impérialisme américain sous toutes les latitudes? Est-ce qu'un monde multipolaire est susceptible de se matérialiser dans un avenir rapproché? C'est la formulation de quelques réponses dont il est question dans le présent article.

1.Un monde multipolaire. Un concept géopolitique mondial. La reconnaissance de blocs bien définis, ayant leur propre logique de fonctionnement et une « certaine » cohésion interne telles que celle de l'Union européenne ou celle du BRISC.

Dans un article publié en août 2015, nous avons tenté de répondre à la question concernant le développement de la multipolarité de la gouvernance mondiale confrontée à l'idée d'un seul monde placé sous la gouverne des États-Unis à la suite de l'effondrement de l'URSS à la fin des années 1980 (« L'empire militaire US »: Protestations, résistance et tentatives de confinement ou d'isolement des USA, Mondialisation.ca, 6 août 2015)

Voici les propos que nous avons alors tenus à ce sujet :

> « Le cœur du système capitaliste mondialisé se trouve dans les États-Unis d'Amérique. Il se développe et assure son expansion grâce à des interventions directes et indirectes dans l'ensemble mondial. Ce système exerce sur tous les peuples un contrôle de leur existence et de leur destinée. Il accable l'état d'être de milliards d'habitants et ce dans toutes les régions du monde. Est-il possible, dans ce contexte, de concevoir, dans le but de contrer ce processus, un mouvement mondial en faveur du confinement des États-Unis? Que faudrait-il faire pour que cette entreprise prenne forme de façon concertée à l'échelle planétaire? Il semble que jusqu'à maintenant il ait été difficile de penser qu'il soit possible de neutraliser la puissance des Étasuniens en raison de leur présence militaire hégémonique sur tous les continents et les océans. En outre, la grande puissance de l'OTAN sur laquelle se fondent désormais leurs projets d'intervention s'avère un obstacle quasi insurmontable. Le contrôle des communications et de l'information qu'ils exercent constitue un autre rempart devant toute tentative d'isolement de cet État de même qu'il est difficile de contrer les efforts qu'ils déploient pour contraindre les peuples à faire la guerre les uns contre les autres, ce qui leur permet de s'assurer d'un marché mondial lucratif pour leurs armements ».
>
> « L'ingérence des États-Unis dans tous les secteurs de la vie politique et économiques des 192 pays de la planète a assez duré. Des signes indicateurs très clairs démontrent que les peuples en ont assez depuis longtemps, assez du pillage de leurs ressources, de leurs actions guerrières continues et de leur recherche incessante d'un pouvoir hégémonique sur l'ensemble du monde ».
>
> « Plusieurs faits marquants, au cours des dernières années, nous indiquent que les peuples du monde se dressent contre le caractère hégémonique des États-Unis et que la thèse d'un monde bipolaire voire multipolaire prend de plus en plus d'ampleur. C'est à cette question que cet article tentera de répondre : Quelle est la nature et l'ampleur de la résistance des peuples face à l'omniprésence des États-Unis? »

Dans un papier publié en avril 2015, nous disions également :

> « Nous assistons depuis quelques années à une myriade de protestations et de manifestations contre les interventions des États-Unis dans le monde. Leur politique étrangère agressive entraîne un courant de rejet de cet « empire ». Partout, les slogans « Yankees go home! » où « Gringos afuera! » se font entendre de plus en plus fort et, notamment en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie centrale. Les dommages considérables que les États-Unis causent à l'environnement mondial et à l'humanité sont difficiles à évaluer, mais certains indicateurs méritent une attention toute spéciale. Ceux-ci sont observés surtout dans les domaines de la sécurité, de l'économie et du commerce. Ils ne cessent de promouvoir l'expansion de leurs intérêts dans toutes les régions où ils trouvent les ressources stratégiques nécessaires à cette expansion et, en particulier, les ressources énergétiques. Leur domination s'intensifie en dépit des nombreuses manifestations de résistance des peuples. Ils livrent une guerre sans merci contre tous ceux qui essayent de contrecarrer le processus d'implantation de leurs capacités d'extraction de matières premières, de production et de distribution » (Jules Dufour, L'aube du XXIème siècle. Plus d'armements. Plus de guerres. La spirale de la terreur et de la mort se poursuit, 2 avril 2015).

2.Les faits marquants de l'émergence de blocs géopolitiques reconnus : L'ALBA, l'UE et le BRISC

2005 – La création de l'ALBA. Une plateforme politique.

L'ALBA est un projet de collaboration et de complémentarité politique, sociale et économique entre certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, au point de départ promu par Cuba et le Venezuela en contrepartie à la ZLEA (Zone de libres échanges des Amériques), promue par les États-Unis.

L'ALBA est officiellement né à La Havane, en avril 2005, par la signature d'un Traité commercial des peuples (TCP) entre le Venezuela et Cuba. Le but du traité est d'échanger des services médicaux cubains contre du pétrole vénézuélien.

Le TCP est signé une année plus tard, le 29 avril 2006, par Evo Morales, le président de la Bolivie (Leftist trio seals Americas pact [archive] – BBC News, 29 avril 2006), quelques jours avant que ce dernier annonce sa volonté de nationaliser les hydrocarbures. Les trois chefs d'États (Cuba, Venezuela et Bolivie) s'engagent à lutter contre l'analphabétisme et le chômage, tandis que Cuba s'engage à prendre en charge les soins ophtalmiques des Boliviens qui ne pouvaient s'offrir ces traitements (Leftist trio seals Americas pact [archive] – BBC News, 29 avril 2006).

Le 16 janvier 2007, les nouveaux présidents des Républiques du Nicaragua (Daniel Ortega) et d'Équateur (Rafael Correa) ont annoncé de concert leur intention de participer à l'ALBA. Le Nicaragua a depuis rejoint l'ALBA, mais l'Équateur a fait part, en juin 2008, de sa décision de ne pas intégrer l'organisation (Dépêche de la Prensa Latina, Dominca Joins ALBA Revolution [archive], 22.01.2008, consultée en septembre 2008). Rafael Correa avait posé comme précondition à l'intégration de son pays que Caracas rejoigne la Communauté andine des Nations, organisation que le Venezuela avait quittée en 2006 suite à la signature d'accords de libre-échange entre les États-Unis, la Colombie et le Pérou.

En janvier 2008, la Dominique rejoint l'ALBA (Dépêche de la Prensa Latina, Dominca Joins ALBA Revolution [archive], 22.01.2008, consultée en septembre 2008).

Le 25 août 2008, le président du Honduras Manuel Zelaya signe un accord pour que son

pays rejoigne l'ALBA (Dépêche de l'Associated Press, Honduran leader: US apathy made him turn to Chavez [archive], 19.09.2008, consulté en septembre 2008), en présence de plusieurs chefs de gouvernement de pays membres, dont Hugo Chávez et Evo Morales. Cet allié traditionnel des États-Unis l'a fait contre la promesse de Chavez de souscrire à 100 millions de dollars d'émissions obligataires du gouvernement, 30 millions de dollars de prêts supplémentaires et des fournitures de matériel agricole ou électrique. La décision a été très mal accueillie au Honduras, avec une très forte baisse de popularité du président (Zelaya plays the Chávez card [archive] – The Economist, 30 octobre 2008). L'exécutif s'est en outre distancé de la posture antiaméricaine de Chavez, revendiquant par la voix d'un conseiller son « non-alignement » (J. Dufour, Le coup d'État au Honduras : un autre épisode des guerres impériales en Amérique latine, 27 juillet 2009).

En avril 2009, Saint-Vincent-et-les-Grenadines rejoint l'organisation, lors du sommet extraordinaire des chefs d'état et de gouvernement de l'ALBA à Cumaná. Puis c'est Antigua-et-Barbuda qui se joint pleinement à son tour en juin de la même année.

L'Équateur décide enfin de rejoindre l'alliance en juin 2009. Le président équatorien, Rafael Correa, a ratifié publiquement cette adhésion, le 24 juin 2009, durant le 6e sommet extraordinaire de l'ALBA que le groupe a tenu au Venezuela (Telesur – Ecuador, Antigua y Barbuda y San Vicente y las Granadinas se adhieren a la ALBA [archive]). Lors de ce sommet, l'Équateur, Saint-Vincent et les Grenadines, et Antigua et Barbuda formalisent totalement leur adhésion. Parallèlement, l'ALBA change de nom et devient l'Alliance bolivarienne des Peuples d'Amérique. Le président vénézuélien Hugo Chavez a précisé qu'il s'agit d'un changement de sens et de fond, pas seulement de forme. Il a aussi affirmé que désormais, « l'ALBA n'est plus une proposition théorique mais une plateforme politique » (ALBA pasa a ser Alianza Bolivariana de los Pueblos de América [archive]).

Les principales prises de position géopolitiques des membres de l'ALBA y compris une lutte constante et ouverte contre l'impérialisme, sont le soutien à la République bolivarienne du Venezuela contre les sanctions des États-Unis, la revendication argentine des Îles Malouines, la fin de l'embargo des États-Unis contre Cuba, l'appui à l'indépendance de Porto Rico et le support de la Bolivie dans sa revendication maritime avec le Chili.

2014 et 2015 – Création de la banque de développement des BRICS et lancement du nouvel instrument financier lors d'un Sommet tenu à Oufa, en Russie

Pendant que l'eurozone vacille les émergents bâtissent. Les dirigeants des Brics ont lancé, leur Nouvelle Banque de développement (NBD) sous en présence de leur hôte Vladimir Poutine, à la veille du sommet qui se tient à Oufa, aux portes de l'Asie centrale. Une pierre dans le jardin de Washington et des institutions financières issues de Brettons Woods, le FMI et la Banque mondiale. Cette nouvelle institution basée à Shanghaï sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars pour financer de grands projets d'infrastructures, et sera opérationnelle d'ici à la fin de l'année. Un chiffre qui devrait monter à terme à 100 milliards, sous la direction de son premier président indien (lefigaro.fr) (mondialisation.ca).

Rapprochement entre la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et l'UE

Les participants au II Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et de l'Union européenne qui s'est tenu à Bruxelles les 10 et 11 juin dernier, ont convenu de renforcer les relations bi-régionales. Le Sommet s'est avéré positif

pour les pays au sud du Rio Bravo.

Les diverses formes de résistance qui se sont exprimées depuis le début du siècle s'avèrent un pas vers le confinement de l'empire militaire et économique des USA. Des protestations et des manifestations se sont multipliées contre la présence américaine dans un très grand nombre de pays à travers le monde.

Il est permis de penser que les autres puissances comme celles des BRICS et le pouvoir politique alternatif de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) sont deux entités d'importance dont quelques-unes des parties se sont données les moyens de se libérer de l'emprise du FMI et de la Banque Mondiale et partant d'orienter leur développement en fonction de leurs propres besoins et intérêts tout en étant conscientes qu'il devenait impossible voire suicidaire de vouloir neutraliser ou renverser la puissance militaire des États-Unis. En outre, le retour en puissance de la Russie dans sa zone d'influence s'est avéré l'un des éléments d'un monde qui s'affirme de plus en plus tout en ayant tendance à affaiblir, aux yeux de la population mondiale, celle des États-Unis et des autres puissances de l'Occident. Le monde unipolaire tend à s'estomper peu à peu.

Au cours des deux dernières années, des événements marquants sont venus bouleverser l'Agenda de l'ALBA : la mort voire l'assassinat du leader charismatique et président du Venezuela, Hugo Rafael Chávez Frías, la chute des prix du pétrole, le rapprochement entre les États-Unis et Cuba, les mesures de confinement et de destruction de la gouvernance du Venezuela et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, en fait un ensemble d'éléments affaiblissant en particulier les pays dont l'économie dépend grandement des exportations pétrolières et, notamment, celle du Venezuela.

Le scénario de la montée en puissance des BRICS, avec les interventions massives de la Chine en Amérique latine et surtout en Afrique nous permet d'envisager un mouvement vers un certain équilibre dans les relations économiques et politiques entre les nations. Le processus de neutralisation de la puissance des États-Unis a commencé et il est permis d'espérer qu'il se poursuivra. Il serait, cependant, avisé que ceux qui s'opposent à l'hégémonie des Étasuniens cessent d'être actifs sur le marché des armements US.

2015-2017 – L'Union européenne en crise

L'arrivée massive des réfugiés de la misère et de la guerre dans l'ensemble de l'espace Schengen à partir de 2015, la multiplication des attentats terroristes et la victoire du BREXIT ont mis en danger le processus d'intégration de l'Union. Des voix voire des comportements discordants sont apparus dans tous les domaines d'intervention en vue de contenir ce qui a été considéré comme étant une situation de crise permanente, soit celle des réfugiés des guerres qui sévissent au Moyen-Orient et dans le continent africain et celle de la militarisation croissante dans plusieurs États avec le renforcement des mesures de sécurité et l'instauration de l'état d'urgence et de l'état de siège.

Le Sommet du BRICS en septembre 2017 : « Pour un partenariat plus fort pour un avenir plus brillant ».

Selon Sputnik, « la Chine a publié jeudi le thème et les priorités de coopération du Sommet BRICS 2017 qui devrait débuter en septembre à Xiamen dans la province orientale du Fujian. Le sommet se tiendra sous le thème «BRICS: un partenariat plus fort pour un avenir plus brillant». Correspondant avec ses homologues des membres fondateurs, le chinois Xi

Jinping aurait souligné cinq domaines prioritaires clés, notamment l'approfondissement de la coopération, le renforcement de la gouvernance mondiale, la réalisation d'échanges de personnes à personnes, l'amélioration institutionnelle et l'établissement de partenariats plus larges.

Notons que Le BRICS comprend le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Le sommet inaugural de ce partenariat a eu lieu à Ekaterinbourg (Russie) en 2009.

Conclusion

Nous devons le déplorer : Les budgets nationaux faramineux consacrés à la défense auraient pu être dégagés pour aider le développement des opérations de restauration des milieux côtiers et marins et celui de la création de zones de conservation de la biodiversité in situ.

Dans cette saga du CLIMAT les protagonistes de la garnison des protecteurs des intérêts du capitalisme mondialisé se dressent pour déclarer que l'Accord de Paris sera appliqué et que le sentiment de l'urgence d'agir sera maintenu et même encouragé. Car, dans les faits, ce n'est pas la sauvegarde des habitats générateurs de vie qui intéresse les capitalistes invétérés c'est la poursuite de leurs projets d'expansion et l'augmentation continue de leurs avoirs et ils voient dans ce contexte des occasions d'affaires alléchantes. Les conventions, protocoles, appels et déclarations sur le climat sont restés lettre morte jusqu'à maintenant. Est-il permis de penser que les attitudes et les comportements seraient susceptibles de changer tout d'un coup? Les projets faramineux de l'Inde en matière de défense et le processus continu de la militarisation de la Chine semblent laisser peu de place pour la sauvegarde de la biodiversité. Dans les faits, les accords interétatiques dans le domaine de la défense et du commerce international des armements font craindre plutôt une augmentation du pouvoir de domination planétaire par les États-Unis. Dans ce contexte, même si le BRICS semble vouloir s'imposer en tant qu'entité géopolitique indépendante un monde multipolaire n'est pas pour demain.

Jules Dufour

Références

AFP. 2017. *Changements climatiques: Trump y croit, selon son ambassadrice à l'ONU*. MaPRESSE. Le 3 juin 2017. En ligne : http://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201706/03/01-5104157-changements-climatiques-trump-y-croit-selon-son-ambassadrice-a-lonu.php

AFP, 2017, Trump isolé sur la scène internationale, 9 juillet 2017 En ligne : http://fr.euronews.com/2017/07/09/trump-isole-sur-la-scene-internationale

CHITOUR, Chems Eddine. 2017. *Trump se retire de l'accord de la Cop21. Un non-évènement pour un accord dépassé*. Mondialisation.ca. Le 5 juin 2017. En ligne : http://www.mondialisation.ca/trump-se-retire-de-laccord-de-la-cop21-un-non-evenement-pour-un-accord-depasse/5593529

DESJARDINS, François. 2017. *La grande entreprise à la défense de l'Accord de Paris*. Journal Le Devoir. Le 1er juin 2017, p. B 1. En ligne :

http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/500097/accord-de-paris-et-entreprises

DINUCCI, Manlio. 2017. *Voici le plan du Pentagone pour l'Europe*. ilmanifesto.info. Mondialisation.ca. Le 9 mai 2017. En ligne : http://www.mondialisation.ca/voici-le-plan-du-pentagone-pour-leurope/5588886

DUFOUR, Jules. 2015. *« L'empire militaire US »: Protestations, résistance et tentatives de confinement ou d'isolement des USA*. Mondialisation.ca. Le 6 août 2015. En ligne : http://www.mondialisation.ca/lempire-militaire-us-protestations-resistance-et-tentatives-de-confinement-ou-disolement-des-usa/5467135

DUFOUR, Jules. 2015. *La COP 21 et la lutte contre le réchauffement climatique. La sauvegarde de l'environnement mondial ou la poursuite du processus de militarisation planétaire*. Mondialisation.ca. Le 29 novembre 2015. En ligne : http://www.mondialisation.ca/la-cop-21-et-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique-la-sauvegarde-de-lenvironnement-mondial-ou-la-poursuite-du-processus-de-militarisation-planetaire/5492336

DUFOUR, Jules. 2017. *Les Grands Lacs sacrifiés pour la défense?* Mondialisation.ca. Le 17 mars 2017. En ligne : http://www.mondialisation.ca/les-grands-lacs-sacrifies-pour-la-defense/5580269

JOUNAIDI, Aabla. 2014. *Russie et Chine réaffirment leur partenariat stratégique*. Le 20 mai 2014. En ligne : http://www.rfi.fr/asie-pacifique/20140520-vladimir-poutine-quete-soutien-pekin-jinping-russie-ukraine/

LE FIGARO. 2015. *La nouvelle banque des Brics défie le FMI et la Banque mondiale*. Le 7 juillet 2015. En ligne : http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/07/07/20002-20150707ARTFIG00246-la-nouvelle-banque-des-brics-defie-le-fmi-et-la-banque-mondiale.php

2015. 2015. *La Russie, la Chine et l'Iran se sont mis d'accord pour organiser des négociations sur la défense*. Le 16 avril 2015. En ligne : http://francais.rt.com/lemonde/1761-liran-appelle-linde-chine-russie

SPUTNIC. 2017. *BRICS 2017: China Releases Theme, Priorities of Xiamen Summit in September. Xiamen BRICS Summit will be held amid increasing differences between India and China and other major global developments such as Donald Trump's protectionist agenda*. Le 13 février 2017. En ligne : https://sputniknews.com/world/201702131050616808-brics-china-xiamen/

WIKIPÉDIA. *Monde multipolaire*. Dernière mise à jour : Le 17 mai 2017. En ligne : https://fr.wikipedia.org/wiki/Monde_multipolaire

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Prof. Jules Dufour, Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : Prof. Jules Dufour

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur

émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca